

11

Concession à M. GORIN, d'un emplacement dépendant
des anciens ateliers de Gisors-Boisgeloup

C.A. 30. 7.41 4 III 2°)

Concession à M. GORIN d'un emplacement dépendant des anciens ateliers de Gisors-Boisgeloup

QUESTION III - Marchés et Commandes

2°/ - Concession d'un emplacement dépendant des anciens ateliers de Gisors-Boisgeloup.-

P.V. (p.4)

M. GRIMPRET indique que le projet de contrat, tel qu'il avait été établi tout d'abord, a fait l'objet de diverses observations de la part de la Sous-Commission des Marchés.

En premier lieu, les obligations du preneur quant à la conservation des installations en bon état d'entretien n'étaient pas précisées d'une manière suffisamment explicite. Le locataire, en effet, s'engage, aux termes du contrat, à effectuer les réparations nécessaires à la remise en état des locaux mis à sa disposition. Mais, en réalité, il a d'ores et déjà pris possession de ces locaux et les réparations sont actuellement terminées. Il convient de fixer exactement les charges qui lui incombent pour l'avenir compte tenu de cette situation de fait, ainsi que les conditions dans lesquelles il pourra être vérifié qu'il y pourvoit correctement.

D'autre part, le contrat stipule que la redevance annuelle de location variera dans les mêmes proportions que les tarifs marchandises. La fixation à 20.000 fr du taux de ladite redevance étant antérieure à l'entrée en vigueur de la majoration générale de 10 % qui vient d'être décidée, il y a lieu de porter, dès maintenant, ce taux à 22.000 fr.

Un nouveau projet de contrat a été distribué, lequel tient compte de ces observations. Il précise que les réparations sont déjà effectuées, fixe au 1er août 1941 le point de départ de la concession et prévoit une redevance annuelle de 22.000 fr. La Sous-Commission des Marchés propose d'approuver ce nouveau projet.

Le Conseil approuve le nouveau projet.-

Stén (p. 5)

M. GRIMPRET. - Le projet de contrat, tel qu'il avait été établi tout d'abord, a fait l'objet de diverses observations de la part de la Sous-Commission des Marchés.

En premier lieu, les obligations du preneur quant à la conservation des installations en bon état d'entretien n'étaient pas précisées d'une manière suffisamment explicite. Le locataire, en effet, s'engage, aux termes du contrat, à effectuer les réparations nécessaires à la remise en état des locaux mis à sa disposition. Mais, en réalité, il a d'ores et déjà pris possession de ces locaux et les réparations sont actuellement terminées.

Il convient de fixer exactement les charges qui lui incombent pour l'avenir compte tenu de cette situation de fait, ainsi que les conditions dans lesquelles il pourra être vérifié qu'il y pourvoit correctement.

D'autre part, le contrat stipule que la redevance annuelle de location variera dans les mêmes proportions que les tarifs marchandises. La fixation à 20.000 fr du taux de la dite redevance étant antérieure à l'entrée en vigueur de la majoration générale de 10% qui vient d'être décidée, il y a lieu de porter, dès maintenant, ce taux à 22.000 fr.

Un nouveau projet de contrat a été distribué, lequel tient compte de ces observations. Il précise que les réparations sont déjà effectuées, fixe au 1^{er} août 1941 le point de départ de la concession et prévoit une redevance annuelle de 22.000 fr. La Sous-Commission des Marchés propose d'approuver ce nouveau projet.

M. LE PRÉSIDENT. - Il n'y a pas d'objection ?

Le contrat est approuvé sous ces réserves.

M. Clonet

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région de l'Ouest

Service de la Voie et des Bâtiments

CONVENTION

avec M. GORIN René, pour l'occupation d'un emplacement de 4.125 m2. situé sur les anciens Ateliers de Gisors-Boisgeloup.

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer français dont le siège est à Paris, 88 rue St-Lazare, représentée par

d'une part,

et M. GORIN René, entrepositaire de matières premières pour l'industrie, 57 Faubourg de Paris à Gisors (Eure)

d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La S.N.C.F. consent à M. GORIN l'occupation d'un terrain d'une surface de 4.125 m2. environ, dépendant des anciens Ateliers de Gisors-Boisgeloup et sur lequel existent un bâtiment couvrant une superficie de 95 m2., un autre bâtiment de 1.920 m2. et une voie desservant ce bâtiment, le tout représenté par une teinte rose sur le plan ci-annexé.

L'occupation est consentie pour une durée de 18 ans à dater du 1er août 1941. Toutefois, la S.N.C.F. pourra, si les besoins du chemin de fer le nécessitent et pour l'exécution de travaux prescrits par l'Administration Supérieure, reprendre possession de ses installations à l'expiration de chaque année à partir de la 3ème, en prévenant l'occupant six mois à l'avance.

Pour tenir compte à M. GORIN du montant des dépenses qu'il a effectuées pour remettre en état, d'accord avec

...

la S.N.C.F., les locaux mis à sa disposition, la S.N.C.F. lui versera en cas de résiliation à partir du 1er août 1941 une indemnité ainsi fixée :

- à la fin de la 3ème année	:	150.000 fr.
d° 4ème d°	:	125.000 fr.
d° 5ème d°	:	100.000 fr.
d° 6ème d°	:	75.000 fr.
d° 7ème d°	:	50.000 fr.
d° 8ème d°	:	25.000 fr.

Cette indemnité sera nulle à la fin de la 9ème année.

L'occupation est en outre consentie sous les charges et conditions suivantes que M. GORIN s'oblige à exécuter et accomplir, savoir :

1°/ - M. GORIN prendra les bâtiments et la voie dans l'état où ils se trouveront au moment de leur prise de possession. Cet état fera l'objet, à la diligence de l'une ou l'autre partie, d'un constat détaillé établi contradictoirement.

2°/ - La conservation en bon état d'entretien des bâtiments et de la voie dont la location fait l'objet de la présente convention sera assurée par les soins et aux frais de M. GORIN; la S.N.C.F. se réserve à cet effet le droit de faire procéder par ses agents, à toutes vérifications qu'elle estimera utiles et de faire exécuter les travaux nécessaires, aux frais de M. GORIN, si ce dernier ne s'acquittait pas de son engagement.

3°/ - Si M. GORIN veut, pour le bon fonctionnement ou le développement de son industrie, apporter des additions, améliorations ou modifications aux installations existantes, il devra obtenir préalablement l'agrément de la S.N.C.F.

4°/ - M. GORIN ne pourra faire sur les terrains et bâtiments compris dans la présente convention aucun affichage d'annonces commerciales, industrielles ou autres, étrangères à l'industrie exercée dans les lieux occupés.

5°/ - La desserte de la voie ferrée existant dans le bâtiment pourra être assurée par la S.N.C.F. mais il est précisé que les conditions de cette desserte feront l'objet d'un acte distinct.

6°/ - Les lieux occupés devront être séparés du reste des autres installations du chemin de fer par une clôture d'un modèle agréé par la S.N.C.F. La fourniture, la pose... et l'entretien de cette clôture seront entièrement à la charge de M. GORIN.

...

7°/ - M. GORIN s'engage à rembourser à première réquisition de la S.N.C.F. le montant des frais entraînés par des modifications de voies et, en général, de toutes autres installations à modifier du fait de l'occupation consentie.

De même à l'expiration de l'occupation, M. GORIN devra rembourser dans les mêmes conditions tous les frais nécessités par la remise en état des lieux dans la mesure où cette remise en état sera jugée nécessaire par la S.N.C.F.

8°/ - M. GORIN sera responsable des conséquences dommageables de toutes natures résultant de l'occupation des lieux concédés, telles que: incendie, explosions, accidents, etc .. de manière que la S.N.C.F. ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée de ce chef.

9°/ - L'accès aux bâtiments loués tant de M. GORIN que de son personnel ou de toute autre personne s'y rendant pour les besoins du commerce de M. GORIN se fera obligatoirement par la barrière d'entrée de la cour à marchandises.

M. GORIN prendra toutes mesures utiles à ce sujet et il sera responsable des conséquences dommageables résultant de la circulation dans les emprises du chemin de fer, des personnes visées à l'alinéa précédent.

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle fixée à la somme de Vingt deux mille francs (22.000 fr.) impôts et charges compris, qui sera payable d'avance.

Cette redevance pourra être révisée à toute époque par la S.N.C.F. soit sur son initiative soit sur celle du permissionnaire avec préavis d'un mois.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, le taux de cette redevance sera modifié à la même date et dans les mêmes proportions que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises.

Les impôts et taxes assimilées diverses qui, dans les conditions normales sont à la charge du propriétaire seront supportés par la S.N.C.F., ceux qui sont à la charge du locataire seront supportés par M. GORIN qui satisfera en outre

...

à toutes les charges de police et de voirie, ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur ou à intervenir inhérents à son industrie ou dont le locataire est habituellement tenu.

FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de M. GORIN.

L'enregistrement de la présente convention est requis par périodes triennales.

MISE EN VIGUEUR

La présente convention ne deviendra définitive qu'après l'approbation par l'Administration Supérieure.

JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les difficultés qui pourraient s'élever entre les deux parties contractantes au sujet de l'application de la présente convention seront jugées souverainement et sans appel par voie d'arbitrage, chaque partie désignant un arbitre et les deux arbitres choisissant, s'il est nécessaire, un troisième arbitre pour les départager.

Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci serait désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- La Société Nationale des Chemins de Fer Français à son siège - 88, rue St-Lazare à Paris.
- M. GORIN - 57, faubourg de Paris à Gisors (Eure).

Fait triple à Paris, le
pour la Société Nationale des Chemins de fer Français,
et à Gisors, le
pour M. GORIN.

Pour le Directeur Général
de la S.N.C.F.
Pour le Directeur de l'Exploitation
de la Région de l'Ouest,

Le Permissionnaire,

CONSEIL D'ADMINISTRATION

30 JUIL 1941

"Marchés et Commandes"

(Question N° III 27 5)

SOCIETE NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région de l'Ouest

NOTE

pour MM. les Membres du Conseil d'Administration au sujet d'un projet de convention à passer avec M. GORIN pour l'occupation d'un emplacement de 4.125 mètres carrés dépendant des anciens ateliers de Gisors-Boisgeloup.

M. René GORIN, entrepositaire de matières premières pour l'industrie, demeurant à Gisors et dont l'établissement a été détruit par les bombardements, nous a demandé de lui consentir la location d'une partie des anciens ateliers de Gisors -Boisgeloup afin de lui permettre de reprendre son activité commerciale.

Ces ateliers ont eu à souffrir des bombardements de juin et leur remise en état nécessiterait le remplacement des fermes des charpentes détériorées, la mise hors d'eau, avec réfection de la couverture et des sheds vitrés, la remise en état des murs, sols et bardages, enfin le remplacement des vitres et des rideaux en tôle ondulée.

M. GORIN accepterait de prendre à sa charge les dépenses évaluées à la somme de 225.000 frs, mais il demanderait que la location eût une assez longue durée.

Sur ces bases nous avons établi le projet de convention ci-joint avec plan annexe pour lequel M. GORIN nous a donné son accord.

Cette convention, d'une durée de 18 ans, résiliable à partir de la fin de la 3ème année d'occupation, stipule le paiement par M. GORIN d'une redevance annuelle de 20.000 frs, impôts et charges compris, pour 4.125 mètres carrés de terrain (soit un prix de 4,85 Frs au mètre carré).

En cas de résiliation, et afin de tenir compte à M. GORIN du montant des dépenses effectuées pour la remise en état des locaux, la S.N.C.F. lui verserait une indemnité ainsi fixée :

- à la fin de la 3ème année	:	150.000 Frs
- d° 4ème d°	:	125.000 Frs
- d° 5ème d°	:	100.000 Frs
- d° 6ème d°	:	75.000 Frs
- d° 7ème d°	:	50.000 Frs
- d° 8ème d°	:	25.000 Frs

.....

pour devenir nulle à la fin de la 9ème année.

D'autre part, la redevance annuelle de 20.000 frs pourra être révisée à toute époque avec préavis de 1 mois:

1°) en cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général;

2°) en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen du prix de transport de marchandises, analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises. Dans ce cas, la redevance sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les tarifs.

M. GORIN a procuré au chemin de fer un trafic de 1.300 tonnes aux expéditions et de 80 tonnes aux arrivages pour l'année 1939. Du 18 octobre 1940 au 30 novembre, le trafic a été de 200 tonnes aux expéditions et de 300 tonnes aux arrivages.

Les conditions étant intéressantes pour la S.N.C.F., il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver cette location.

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région de l'Ouest

Service de la Voie et
des Bâtiments

9 6 7 5

CONVENTION

avec M. GORIN René, pour l'occupation d'un emplacement de 4.125 m² situé sur les anciens Ateliers de Gisors-Boisgeloup.

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer français dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par son Directeur Général,

d'une part,

et M. GORIN René, entrepositaire de matières premières pour l'industrie, 57 Faubourg de Paris à Gisors (Eure),

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La S.N.C.F. consent à M. GORIN l'occupation d'un terrain d'une surface de 4.125 m² environ, dépendant des anciens Ateliers de Gisors-Boisgeloup et sur lequel existent un bâtiment couvrant une superficie de 95 m², un autre bâtiment de 1.920 m² et une voie desservant ce bâtiment, le tout représenté par une teinte rose sur le plan ci-annexé.

L'occupation est consentie pour une durée de 18 ans. Toutefois la S.N.C.F. pourra, si les besoins du chemin de fer le nécessitent, et pour l'exécution de travaux prescrits par l'Administration Supérieure, reprendre possession de ses installations à l'expiration de chaque année à partir de la 3ème en prévenant l'occupant 6 mois à l'avance.

Pour tenir compte à M. GORIN du montant des dépenses effectuées pour la remise en état des locaux, la S.N.C.F. lui versera en cas de résiliation à partir de cette date une indemnité ainsi fixée :

à la fin de la 3ème année :	150.000 frs
d° 4ème d° :	125.000 frs
d° 5ème d° :	100.000 frs
d° 6ème d° :	75.000 frs
d° 7ème d° :	50.000 frs
d° 8ème d° :	25.000 frs

.....

Cette indemnité sera nulle à la fin de la 9ème année.

L'occupation est en outre consentie sous les charges et conditions suivantes que M. GORIN s'oblige d'exécuter et accomplir, savoir :

1° - M. GORIN prendra les bâtiments et la voie dans l'état où ils se trouvent actuellement et qui fera l'objet d'un constat détaillé établi contradictoirement.

2° - L'entretien des bâtiments et de la voie dont la location fait l'objet de la présente convention sera assuré par les soins et aux frais de M. GORIN et la S.N.C.F. se réserve le droit d'y faire procéder aux frais de ce dernier s'il ne s'acquitte pas de son engagement à cet égard.

3° - La S.N.C.F. se réserve à cet effet le droit de faire procéder par ses agents à toutes vérifications qu'elle estimera utile si M. GORIN juge nécessaire, pour le bon fonctionnement ou le développement de son industrie, d'apporter des additions, améliorations ou modifications aux installations existantes; il devra obtenir préalablement l'agrément de la S.N.C.F.

4° - M. GORIN ne pourra faire sur les terrains et bâtiments compris dans la présente convention aucun affichage d'annonces commerciales, industrielles ou autres, étrangères à l'industrie exercée dans les lieux occupés.

5° - La desserte de la voie ferrée existant dans le bâtiment pourra être assurée par la S.N.C.F. mais il est précisé que les conditions de cette desserte feront l'objet d'un acte distinct.

6° - Les lieux occupés devront être séparés du reste des autres installations du chemin de fer par une clôture d'un modèle agréé par la S.N.C.F. La fourniture, la pose et l'entretien de cette clôture seront entièrement à la charge de M. GORIN.

7° - M. GORIN s'engage à rembourser à première réquisition de la S.N.C.F. le montant des frais entraînés par des modifications de voies et, en général, de toutes autres installations à modifier du fait de l'occupation consentie.

De même, à l'expiration de l'occupation, M. GORIN devra rembourser dans les mêmes conditions tous les frais nécessités par la remise en état des lieux dans la mesure où cette remise en état sera jugée nécessaire par la S.N.C.F.

8° - M. GORIN sera responsable des conséquences dommageables de toutes natures résultant de l'occupation des lieux concédés, telles que : incendie, explosions, accidents, etc... de manière que la S.N.C.F. ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée de ce chef.

.....

9° - L'accès aux bâtiments loués tant de M. GORIN que de son personnel ou de toute autre personne s'y rendant pour les besoins du commerce de M. GORIN se fera obligatoirement par la barrière d'entrée de la cour à marchandises.

M. GORIN prendra toutes mesures utiles à ce sujet et il sera responsable des conséquences dommageables résultant de la circulation dans les emprises du chemin de fer, des personnes visées à l'alinéa précédent;

Le présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle fixée à la somme de vingt mille francs (20.000 frs) impôt et charges compris, qui sera payable d'avance.

Cette redevance pourra être révisée à toute époque par la S.N.C.F. soit sur son initiative, soit sur celle du permissionnaire avec préavis d'un mois.

[En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, le taux de cette redevance sera modifié à la même date et dans les mêmes proportions que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises.

Les impôts et taxes assimilées diverses qui, dans les conditions normales sont à la charge du propriétaire seront supportés par la S.N.C.F., ceux qui sont à la charge du locataire seront supportés par M. GORIN qui satisfera en outre à toutes les charges de police et de voirie, ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur ou à intervenir inhérents à son industrie ou dont le locataire est habituellement tenu.

FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de M. GORIN.

L'enregistrement de la présente convention est requis par périodes triennales.

MISE EN VIGUEUR

La présente convention ne deviendra définitive qu'après l'approbation par l'Administration Supérieure.

JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les difficultés qui pourraient s'élever entre les deux parties contractantes au sujet de l'application de la présente convention seront jugées souverainement et sans appel par voie d'arbitrage, chaque partie désignant un arbitre et les deux arbitres choisissant, s'il est nécessaire, un troisième arbitre pour les départager.

Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci serait désigné par le Président du Tribunal de Commerce de la Seine.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

La Société Nationale des Chemins de fer Français à son siège 88 rue Saint-Lazare à Paris.

M. GORIN, 57 Faubourg de Paris à Gisors (Eure)

Fait triple à Paris le
pour la Société Nationale des Chemins de fer Français,
et à Gisors, le
pour M. GORIN

Pour le Directeur Général
de la S.N.C.F.
Pour le Directeur de l'Exploitation
de la Région de l'Ouest,

Le Permissionnaire,

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 30 juillet 1941

III - Marchés et Commandes

2° - Concession d'un emplacement dépendant des anciens ateliers
de Gisors-Boisgeloup.

Le Gisors 1^{er} rue - par voie a) Repas de fruits, et local de
les pour le service des. Bâtiment de construction par
b) De décharge de la voie
c) Local pour atelier - 500 m. carrés environ - et
Nouveaux locaux et pour atelier et deux autres -

copie